

Les Amis de la Terre en Haute-Savoie

Maison des associations
23, allée des Harmonies
Cran-Gevrier
74960 ANNECY

☎ : 06.24.27.45.04

✉ : contact@amisdelaterre74.org

www.amisdelaterre74.org



Annecy, le 30/06/2018

Contribution de l'association des Amis de la Terre en Haute-Savoie à l'enquête publique concernant le projet d'autoroute entre Machilly et Thonon.

Bonjour

Nous voudrions d'abord rappeler le contexte au travers des faits suivants :

- Au mois de novembre dernier, 15.000 scientifiques du monde entier ont lancé un appel pour que l'on réduise rapidement nos émissions de gaz à effet de serre (GES), afin d'éviter « **une souffrance généralisée** »
- Au mois de décembre, le Président de la République, Emmanuel Macron, a déclaré à l'occasion du « One Planet Summit » à Paris sur le réchauffement climatique : « **On est en train de perdre la bataille. Ceux qui étaient avant nous avaient une chance : ils pouvaient dire "on ne savait pas". Depuis une vingtaine d'années, on sait.** »
- Le 18 janvier, l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) a confirmé que **2015, 2016 et 2017 sont les trois années les plus chaudes** depuis le début des relevés météorologiques au XIX^e siècle, ce qui fait dire à l'OMM : « *le rythme du réchauffement constaté ces trois dernières années est exceptionnel.* »

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) nous prévient : si l'on continue comme si de rien n'était, l'augmentation de la température mondiale serait de 4 à 5°C à la fin du siècle, bien au-delà de l'objectif de l'accord de Paris lors de la COP21 en 2015, où la France et tous les autres pays se sont engagés à contenir le réchauffement climatique bien en deçà de 2°C et à s'efforcer de le limiter à 1,5°C.

On aurait donc pu s'attendre à ce que les projets d'infrastructure tiennent désormais compte du danger qui nous menace. Il n'en est rien. On ne peut hélas que constater qu'en Haute-Savoie, tout continue comme avant, comme du temps où « *on ne savait pas* ». Ainsi, les projets routiers se multiplient dans le département.

Or, tout nouveau projet routier augmente mécaniquement la circulation automobile et donc la pollution et les émissions de GES par effet de trafic induit.

Les conséquences du projet d'autoroute entre Machilly et Thonon sur le réchauffement climatique sont développées, si l'on peut dire, dans un paragraphe qui occupe une demi-page sur les 299 pages de l'étude d'impact. Ce petit paragraphe (« 9.6.2 [Evaluation des émissions des gaz à effet de serre] En phase exploitation ») est cependant édifiant.

On peut y lire que les émissions de GES (en t eq.CO2/j) seraient les suivantes :

- En 2024 : 306,44 en situation sans projet et 336,06 en situation avec projet
- En 2029 : 311,95 en situation sans projet et 354,93 en situation avec projet
- En 2044 : 341,72 en situation sans projet et 383,28 en situation avec projet

Le projet amènera donc 9,7% de GES en plus en 2024, 13,8% en 2029 et 12,2% en 2044 (soit 12% en moyenne).

Le « Résumé non technique de l'étude d'impact » nous en explique la raison (page 41) : sans surprise, cela est dû « à une augmentation des vitesses de circulation sur le projet par rapport aux vitesses pratiquées sur le réseau local ainsi qu'à l'augmentation des mobilités au sein du périmètre d'étude immédiat. »

L'autoroute Machilly-Thonon générerait donc 12% d'émissions de gaz à effet de serre supplémentaire par rapport à une situation sans projet.

Ceci est en contradiction totale avec la COP21 et avec les engagements français et européens en la matière.

Afin de garder une chance de contenir le réchauffement climatique à 2°C à la fin du siècle, **l'Union européenne s'est fixée pour objectif à l'horizon 2030, non pas d'augmenter ses émissions de GES de 12%, mais de les baisser de 40% : énorme hiatus.**

On va droit dans le mur et au lieu de freiner on accélère.

L'autoroute Machilly-Thonon est donc clairement un projet climaticide, d'un autre temps (car comme dit le Président, aujourd'hui « on sait »), et si l'on voulait être bien certain de « perdre la bataille » on ne s'y prendrait pas autrement qu'en réalisant ce genre de projets.

Rappelons que selon l'OMS, les répercussions du changement climatique vont causer un nombre de victimes supplémentaires dans le monde estimé à 250.000 par an à partir de 2030. Rappelons que selon la Banque mondiale, il faut s'attendre à ce que 143 millions de réfugiés climatiques prennent la route ou la mer d'ici à 2050. Ce chiffre pourrait atteindre 250 millions selon l'ONU.

Dès lors, permettez-nous d'être en colère et de nous interroger sur les décideurs qui continuent à promouvoir ce genre de projet, et nous ne voyons guère comme alternative que ceux-ci sont soit climato-sceptiques, soit indifférents au sort funeste qu'ils réservent à la planète et à ses habitants.

Par ailleurs, avec cette autoroute émettrice de GES le Chablais se tire une balle dans le pied, ou plutôt sur ses stations de ski puisque selon Météo France (projet SCAMPEI), il faut prévoir à cause du réchauffement climatique une « diminution forte dès le milieu du 21ème siècle de la durée d'enneigement de tous les massifs [français], ce jusqu'à une altitude de 2500 m. A la fin du siècle la durée annuelle d'enneigement est réduite de 80% dans les scénarios les plus pessimistes, de 50% dans les scénarios optimistes. »

Pour le reste, on sait bien ce qu'il va se passer, selon un schéma classique : l'autoroute va provoquer de nouveaux trafics, les habitants de Thonon pourront plus facilement travailler en Suisse, les Suisses achèteront plus facilement à Thonon, et les uns et les autres augmenteront leur consommation énergétique (l'autoroute génèrera de 9,7 à 12,3% de consommation énergétique supplémentaire, cf étude d'impact p220), donc leurs émissions de polluants et de GES, au détriment de la santé publique et de celle de la planète. Et dans quelques années, l'autoroute et ses abords seront saturés, à l'image de l'autoroute Annecy-Genève qu'il a déjà été décidé d'élargir moins de 10 ans après son ouverture (la DUP est signée). Sans parler de la ville de Thonon elle-même qui devra faire face à ce nouvel afflux de véhicules et à la pollution qu'il génèrera.

Les Amis de la Terre en Haute-Savoie sont donc opposés au projet, quelles que soient ses conditions de réalisation ou d'itinéraires.

L'alternative est simple et connue : se déplacer moins et mieux. Et l'argent doit bien sûr servir à faire des transports en commun et à favoriser les modes de déplacement doux plutôt qu'à faire des routes.

Cordialement,

Bruno d'Halluin, référent transports et administrateur aux Amis de la Terre en Haute-Savoie.